

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2796

8 novembre 2013

SOMMAIRE

Batina	134208	Lagrev Investments S.A.	134169
Blackstone Perpetual Midco S.à r.l.	134207	Langley LuxCo 1 S.à.r.l.	134181
BRE/German Hotel Holding I S. à r.l. ...	134208	Level Seven S.à r.l.	134170
BRE/Hamburg I Hotel S. à r.l.	134208	Lhasa S.à.r.l.	134171
Colt Lux Finance S.à r.l.	134208	Life Improvement S.à r.l.	134171
Delta AK S.à r.l.	134204	LionLead SCA	134167
Excellence S.A.	134173	LMDR S.A.	134171
Excellence S.A.	134176	Longreach Holdings Luxembourg Co. S.à r.l.	134170
Financière de la Conchee S.A.	134177	LS7 Management S.à r.l.	134171
Financière de la Conchee S.A.	134180	Luxembourgeoise de Participation et de Gestion S.à r.l.	134164
Financière privée de la Conchee S.A. ...	134180	Luxfinancière S.A.	134169
GSMP V Institutional Holdings S.à r.l. ...	134163	Luxotermes	134171
GSMP V Institutional S.à r.l.	134163	Madachs S.à r.l.	134172
GSMP V Offshore Holdings S.à r.l.	134163	Marianne 2000 S.à r.l.	134168
GSMP V Onshore Holdings S.à r.l.	134166	Maymouth S.A.	134163
Hilsum SA	134173	M. Bormann GmbH	134172
H&S Global	134166	McEwan Solar Lux S.à r.l.	134170
Innovative Investments S.A.	134162	M. DESI S.à.r.l.	134172
ISR Auto S.A.	134162	Meccarillos International	134168
ISR Auto S.A.	134165	Meccarillos International	134168
IZD-Beteiligung S.à r.l.	134162	Mercure	134162
J & A Associés S.à r.l.	134165	Merus Labs Luxco S.à r.l.	134172
Jamendo S.A.	134169	Mika S.à.r.l.	134172
J Invest S.A.	134165	Mogenio	134173
JP Residential II S.A.	134165	N&W Holdings S.à r.l.	134167
JP Residential VI S.à r.l.	134164	OASIS - SHADRIN Group s.à r.l.	134205
JP Residential V S.à r.l.	134164	Penalvense Sàrl	134168
Karsin S.A.	134167	Portet-Lux S.à r.l.	134164
Kenan Investments S.A.	134166	Roi Soleil S.A.	134176
Kenan Investments S.A.	134165	Solar World Invest Fund SIF	134187
Kiminvest S.A.	134167	T.H.E. Finance Company S.A.	134173
KV Associates S.A.	134169		
La Gondola S.à r.l.	134170		

Innovative Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 64.576.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 2 octobre 2013

L'Assemblée Générale décide de prononcer la clôture de la liquidation de la société Innovative Investments S.A. (en liquidation) qui cessera d'exister.

L'Assemblée Générale décide que les documents sociaux seront conservés, au minimum pendant 5 années, au siège social de HRT FIDALUX S.A., qui est actuellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 2 octobre 2013.

Pour Innovative Investments S.A.

Référence de publication: 2013138000/16.

(130168643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

ISR Auto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 125.837.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2012.

Référence de publication: 2013138008/10.

(130168560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

IZD-Beteiligung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 150.043.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2013138011/11.

(130168438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Mercure, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 150.347.

Résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire de la SICAV-SIF en date du 30 septembre 2013

L'assemblée générale ordinaire a décidé

- de renouveler le mandat de

Philippe VERDIER

Isabelle KINTZ

Pascal LEBRAS

comme administrateurs de la SICAV-SIF jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014

- renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé, Deloitte Audit, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138094/17.

(130168153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

GSMP V Institutional Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 169.598.

Constituée par devant Me Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 juin 2012, acte publié
au Mémorial C no 1801

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GSMP V Institutional Holdings S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2013137953/15.

(130168094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

GSMP V Institutional S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 135.829.

Constituée par devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 janvier, 2008, acte publié
au Mémorial C no 504

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GSMP V Institutional S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2013137954/15.

(130168098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

GSMP V Offshore Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 169.597.

Constituée par devant Me Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 juin 2012, acte publié
au Mémorial C no 1802

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GSMP V Offshore Holdings S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2013137955/15.

(130168095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Maymouth S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 71.692.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138084/9.

(130168420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Luxembourgeoise de Participation et de Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 13, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 118.300.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138057/9.

(130168505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

JP Residential VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 110.830.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue le 30 septembre 2013

Il a été décidé:

de transférer le siège social du 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 124 bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2013.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013138019/14.

(130167851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

JP Residential V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 110.274.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue le 30 septembre 2013

Il a été décidé:

de transférer le siège social du 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 124 bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2013.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013138018/14.

(130167841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Portet-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 174.653.

EXTRAIT

L'adresse du gérant de la société, à savoir Monsieur Emmanuel Nessin Robert SEBBAH, est désormais la suivante:

- 17, avenue de la Garonnette, F-31000 Toulouse, France.

L'adresse des associés de la société, à savoir Monsieur Emmanuel Nessin Robert SEBBAH et Madame Bénédicte Laura Thérèse DUCHON, épouse SEBBAH, est désormais la suivante:

- 17, avenue de la Garonnette, F-31000 Toulouse, France.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Pour PORTET-LUX SARL

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013138168/17.

(130167765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

ISR Auto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 125.837.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 septembre 2012.

Référence de publication: 2013138009/10.

(130168561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

J & A Associés S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7373 Lorentzweiler, 95, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 147.631.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138012/10.

(130168487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

J Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 152.201.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138013/10.

(130168481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Kenan Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 125.078.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Kenan Investments S.A.

Référence de publication: 2013138024/10.

(130168125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

JP Residential II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 104.276.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue le 30 septembre 2013

Il a été décidé:

de transférer le siège social du 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 124 bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2013.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013138021/14.

(130167836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

GSMP V Onshore Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 169.599.

Constituée par devant Me Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 juin 2012, acte publié au Mémorial C no 1801

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GSMP V Onshore Holdings S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2013137956/15.

(130168096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

H&S Global, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 132.419.

Mit Beschluss des Verwaltungsrates vom Februar 2013 wird der Sitz der Gesellschaft per 1. April 2013

von 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

nach

23, route d'Arlon, L-8009 Strassen

verlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, im September 2013

DZ PRIVATBANK S.A

für H&S Global

Référence de publication: 2013137959/16.

(130168320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Kenan Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 125.078.

Extrait de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 20 septembre 2013

L'assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur de:

- Mr Pierre Stemper, administrateur A, président du conseil d'administration;
- Mr Naim Gjonaj, administrateur A;
- Mme Christelle Rétif, administrateur A;
- Mr Nikos Stathopoulos, administrateur A;
- Mr Nicholas Hood, administrateur A;
- Mr Stefano Ferraresi, administrateur A;
- Mr Manolo Santilli, administrateur B;
- Mr Evren Rifki Unver, administrateur C.

L'assemblée décide de renouveler le mandat de la société PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprises agréé.

Le mandat des administrateurs et du réviseur d'entreprises agréé ainsi nommés viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Kenan Investments S.A.

Référence de publication: 2013138023/23.

(130168112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Kiminvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 146.007.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013138030/10.

(130168337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Karsin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 122.753.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 1^{er} octobre 2013

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, Luxembourg, Président;

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, Luxembourg;

- Monsieur Claude SCHMITZ, conseiller fiscal, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013138027/21.

(130167960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

LionLead SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 145.123.

Les comptes annuels au 31 Mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

Bertrand Barthel / Thomas Lieben

Référence de publication: 2013138038/11.

(130168145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

N&W Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 141.097.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013138103/12.

(130168503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Meccarillos International, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 35.515.

EXTRAIT

La résolution suivante a été adoptée par les associés en date du 24 septembre 2013:

- Le mandat du réviseur d'entreprises, PricewaterhouseCoopers, RC B 65477, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 30 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013138089/14.

(130167981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Meccarillos International, Société Anonyme.

Capital social: EUR 6.536.855,00.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 35.515.

Les comptes consolidés de Imperial Tobacco Group PLC pour la période se terminant au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013138090/11.

(130167982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Marianne 2000 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 101.960.

Extrait des décisions de l'Associé Unique en date du 29 juillet 2013:

«L'Associé Unique prend acte de la démission de M. Giovanni VITTORE de sa fonction de gérant. L'associé unique décide de nommer à la fonction de gérant, M. Jeannot DIDERRICH, expert-comptable, demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MARIANNE 2000 S.à r.l.

Référence de publication: 2013138078/13.

(130168194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Penalvense Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 226, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 171.547.

Il résulte d'une cession de parts du 30 septembre 2013 que Madame Maria Fernanda BATLAU FERREIRA a transféré

50 parts sociales

à Madame Rosalina DOS REIS MOREIRA, commerçante, née le 20 avril 1974 à Rosem/Marco de Canaveses (Portugal), demeurant à L-8229 Mamer, 37, rue de la Gare.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PENALVENSE S.à r.l.

Maria Fernanda BATLAU FERREIRA / Rosalina DOS REIS MOREIRA

Gérante technique / Gérante administrative

Référence de publication: 2013138152/16.

(130168188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Jamendo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 104.301.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 23 août 2013

Sixième résolution

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Laurent Kratz de son mandat d'administrateur. L'assemblée décide de renouveler les mandats d'administrateur jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes annuels pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 de:

- MusicMatic S.A.
- Mr Alexandre Saboundjian
- Mr Gaël Claude
- Mr Sylvain Zimmer

L'assemblée décide de nommer Mr Pierre Gérard, né le 01.11.1966 à Metz, et résidant à F-75008 Paris, Rue Treilhard, 19. Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes annuels pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013138015/20.

(130168129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

KV Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 67.559.

EXTRAIT

L'Assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 25 septembre 2013 a nommé M. Arsène Krons-hagen, avocat demeurant professionnellement 22, rue Marie-Adélaïde à L-2128 Luxembourg, en qualité d'administrateur de la société pour un terme expirant à la date de l'assemblée générale annuelle amenée à se prononcer sur les comptes annuels de l'exercice 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2013138033/15.

(130167798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Lagrev Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 110.680.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138043/10.

(130168584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Luxfinancière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 78.652.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138058/9.

(130167986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Longreach Holdings Luxembourg Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 146.790.

—
Par résolutions signées en date du 3 septembre 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Vishal Sookloll, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de Gérant de catégorie B, avec effet au 26 août 2013

2. Nomination de Xavier Poncelet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de Gérant de catégorie B, avec effet au 26 août 2013 et pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Référence de publication: 2013138040/15.

(130168252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

La Gondola S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4620 Differdange, 1, rue Emile Mark.

R.C.S. Luxembourg B 116.318.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 1^{er} octobre 2013.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013138041/14.

(130167776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Level Seven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.647.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LEVEL SEVEN S.À R.L.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013138049/11.

(130168159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

McEwan Solar Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 176.125.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013138065/14.

(130168072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Lhasa S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 39, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 94.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138050/10.

(130167812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Life Improvement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 103.535.

Le bilan au 30/06/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138051/10.

(130168260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

LMDR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 108.135.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138052/10.

(130167810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Luxoterme, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 49.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138059/9.

(130167863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

LS7 Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8224 Mamer, 17, rue de Rome.
R.C.S. Luxembourg B 153.719.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01.10.2013.

Pour: LS7 MANAGEMENT S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013138054/15.

(130167918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

M. Bormann GmbH, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 70.500,00.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 38, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 149.113.

—
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138061/9.

(130167990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

M. DESI S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 37, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 118.809.

—
Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138062/10.

(130168486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Madachs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 165.922.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013138063/10.

(130168226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Merus Labs Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 170.130.

—
Il ressort d'une décision du conseil de gérance de la société prise en date du 30 septembre 2013 que le siège social de la Société est transféré du 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg au 26-28, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, avec effet au 1^{er} octobre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013138067/14.

(130168046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Mika S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3316 Bergem, 3, rue de Schiffflange.

R.C.S. Luxembourg B 105.569.

—
Dépôt rectificatif déposé initialement le 24-09-2013 sous la référence: L130163253

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138096/11.

(130168146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

134173

Hilsum SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 130.864.

Procès-verbal des décisions de l'actionnaire unique prises au siège social le 18 juillet 2013

Septième résolution:

L'Actionnaire Unique accepte la démission de l'administrateur Monsieur Guy HORNICK et désigne à partir du 18 juillet 2013 Monsieur Gerdy ROOSE, né à Wevelgem (Belgique) le 14.02.1966, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2018.

L'Actionnaire Unique accepte la démission de l'administrateur Monsieur Thierry FLEMING et désigne à partir du 18 juillet 2013 Monsieur Pierre LENTZ, né à Luxembourg le 22.04.1959, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HILSUM S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013137981/20.

(130167876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Mogenio, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 166.420.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013138070/14.

(130168114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

T.H.E. Finance Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 112.361.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013138248/10.

(130168077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Excellence S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2987 Findel, Aéroport de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 180.905.

STATUTS

L'an deux mille treize, le deux août.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme de droit luxembourgeois "LUXAIR, Société Luxembourgeoise de Navigation Aérienne S.A.", établie et ayant son siège social à l'Aéroport de Luxembourg, L-2987 Findel/Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 4109,

ici dûment représentée par Monsieur Laurent JOSSART, Directeur Général adjoint Finance Luxair S.A., demeurant professionnellement à L-2987 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société anonyme qu'elle constitue par les présentes.

Chapitre I^{er} . Forme - Raison sociale - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société anonyme (la "Société"), régie par les présents Statuts et par les lois du Grand-Duché de Luxembourg actuellement en vigueur et particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par les dispositions du Code de Commerce, tel que modifié et du Code Civil, tel que modifié, (la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

Art. 2. Raison sociale. La raison sociale de la Société sera "Excellence S.A.".

Art. 3. Objet social. La Société à pour objet l'exploitation d'une entreprise de transports aériens que ce soit de passagers ou de fret ainsi que la prestation de tous services directement ou indirectement en relation avec son objet social.

Dans le cadre de cet objet social elle peut notamment acheter, vendre, prendre ou donner en location des aéronefs avec ou sans équipage, ainsi que tout autre matériel relatif à son exploitation.

La Société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou substantiel ou qui appartiennent au même groupe que la Société et à ou au bénéfice de ses actionnaires, tous concours, assistance financière, prêts, avances, garanties, cautions et sûretés quelconques.

La Société peut en outre accomplir toutes opérations commerciales, financières (y compris donner en hypothèques aux créanciers bancaires et autres les aéronefs acquis par la Société), mobilières ou immobilières ainsi que tous autres actes généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou, qui sont de nature à en favoriser le développement ou l'extension.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Sandweiler.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la commune par simple décision du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut établir des sièges administratifs, succursales ou agences partout où il le jugera utile, même à l'étranger.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée à compter de la constitution de celle-ci.

Chapitre II. Capital social

Art. 6. Capital. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euro (310,- EUR) chacune.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications des statuts.

Art. 7. Actions. Les actions sont et resteront nominatives, le registre des actionnaires contiendra la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre de ses actions et, le cas échéant, leur transfert avec la date y afférente.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, ceux-ci sont tenus de désigner un mandataire commun pour exercer leurs droits à l'égard de la Société.

Chapitre III. Administration - Surveillance

Art. 8. Administration de la Société. La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les présents statuts à l'Assemblée Générale.

Les administrateurs sont élus par l'Assemblée Générale des actionnaires qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat et qui peut les révoquer en tout temps sans devoir indiquer de motif.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement, le président est remplacé par un Administrateur délégué, ou à défaut, par l'Administrateur le plus âgé.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent. Les convocations doivent indiquer l'ordre du jour de la réunion sauf en cas d'urgence ou si la date de la réunion a été fixée antérieurement par le Conseil d'Administration ou si tous les administrateurs

déclarent renoncer au délai. Les convocations seront notifiées par lettres ou tous autres moyens de télécommunication, expédiés au moins huit jours avant la réunion.

Les réunions se tiennent à l'endroit indiqué dans la convocation. Sauf en cas de force majeure, le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les administrateurs peuvent donner par lettre ou tous autres moyens de télécommunication mandat à un autre administrateur pour les représenter aux délibérations du Conseil d'Administration.

Les décisions du Conseil d'Administration ne sont valablement prises qu'à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont consignées dans des procès-verbaux qui sont signés par tous les administrateurs qui ont pris part aux délibérations.

Le Conseil d'administration peut également délibérer par voie de résolutions circulaires. Les propositions de résolutions sont envoyées aux administrateurs qui les renvoient au siège de la Société, munies de leur signature pour approbation.

Ces manifestations de volonté tiennent lieu de procès-verbal.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent également participer aux délibérations par voie de conférence téléphonique.

Le Conseil d'Administration peut conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes, lesquelles n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 9. Surveillance. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non. Elles le seront dans les cas prévus par la loi.

Le ou les commissaires aux comptes seront nommés par décision unanime de l'Assemblée Générale, qui déterminera leur nombre, et ils seront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment.

Art. 10. Représentation de la Société - Délégation de pouvoirs. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, d'un administrateur délégué ou de toutes autres personnes ayant reçu pouvoir à cet effet et qui agissent dans la limite de ce pouvoir.

Chapitre IV. Assemblée Générale

Art. 11. Assemblée Générale. L'assemblée Générale annuelle est tenue au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier lundi du mois de juin à 15h00.

Art. 12. Représentation. Tout actionnaire peut se faire représenter aux Assemblées Générales par un mandataire, actionnaire ou non.

Art. 13. Convocations. Les convocations pour toutes Assemblées Générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire au moins huit jours avant l'Assemblée.

Art. 14. Vote. Toute action donne droit à une voix, sous réserve des limitations prévues par la loi.

Art. 15. Procès-verbaux. Les délibérations de l'Assemblée Générale sont consignées dans un procès-verbal qui mentionne les décisions prises ainsi que les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription.

Le procès-verbal est signé par les membres du bureau.

Chapitre V. Exercice social - Comptes annuels - Profits

Art. 16. Exercice social. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et finit le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 17. Comptes annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration établit le bilan, le compte de profits et pertes et les annexes.

Les comptes annuels sont soumis à l'agrément de l'Assemblée Générale.

Chapitre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectue par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments. A défaut par l'Assemblée de désigner les liquidateurs, les administrateurs en fonction seront, de droit, liquidateurs.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net est réparti également entre tous les actionnaires au pro rata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 19. Loi applicable. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

134176

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commencera à la date de constitution et finira le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société LUXAIR, prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement.

Résolutions des associés

Immédiatement après la formation de la Société, la partie comparante pré-mentionnée, représentant la totalité du capital souscrit et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés ont pris les résolutions suivantes:

1) L'Assemblée Générale des actionnaires a décidé de fixer le siège social de la Société à l'Aéroport de Luxembourg, L-2987 Findel/Luxembourg.

2) L'Assemblée Générale des actionnaires a décidé de nommer les personnes suivantes comme Administrateurs de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Adrien NEY, Directeur Général Luxair S.A., demeurant professionnellement à L-2987 Findel/Luxembourg, Aéroport de Luxembourg;

- Monsieur Laurent JOSSART, Membre du Comité de Direction Luxair S.A., demeurant professionnellement à L-2987 Findel/Luxembourg, Aéroport de Luxembourg; et

- Monsieur Michel FOLMER, Secrétaire Général Luxair S.A., demeurant professionnellement à L-2987 Findel/Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.

3) L'Assemblée Générale des actionnaires a décidé de nommer Réviseur d'Entreprises pour une durée indéterminée: PricewaterhouseCoopers, société cooperative, ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch (RCS Luxembourg B. 65477).

4) Les mandats des administrateurs et du réviseur d'entreprises prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2015.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ 1.150,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Findel, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Laurent JOSSART, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 08 août 2013. Relation GRE/2013/3282. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013145686/153.

(130177786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Roi Soleil S.A., Société Anonyme,

(anc. Excellence S.A.).

Siège social: L-2987 Findel, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 180.905.

L'an deux mille treize, le quatorze octobre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme de droit luxembourgeois "LUXAIR, Société Luxembourgeoise de Navigation Aérienne S.A.", établie et ayant son siège social à l'Aéroport de Luxembourg, L-2987 Findel/Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 4109,

ici dûment représentée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter qu'elle est la seule et unique associée de la société anonyme "Excellence S.A.", établie et ayant son siège social à l'Aéroport de Luxembourg, L-2987 Findel/Luxembourg, en voie d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 02 août 2013, en voie de publication au Mémorial C, et qu'il a pris la résolution suivante:

Unique résolution

L'associée unique décide de changer la dénomination de la société en Roi Soleil S.A. et de donner à l'article 2 des statuts la teneur suivante:

" **Art. 2. Raison sociale.** La raison sociale de la Société sera Roi Soleil S.A.."

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 octobre 2013. Relation GRE/2013/4153. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 16 octobre 2013.

Référence de publication: 2013145687/34.

(130177786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Financière de la Conchee S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 291, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 180.917.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),
a comparu:

Monsieur Benoît RUAUDEL, administrateur de sociétés, demeurant au 291, rue du Rollingergrund, L-2441 Luxembourg,

ici représenté par:

Madame Catherine De Waele, employée privée, demeurant professionnellement au 10B, rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle mandataire, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme que la personne prémentionnée déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de: «FINANCIERE DE LA CONCHEE S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré par décision de l'assemblée générale extraordinaire délibérant comme en cas de modification des statuts dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de ses propres actifs immobiliers.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

La société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à CENT MILLE EUROS (100.000,- EUR) représenté par mille (1.000) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Aussi longtemps que la société ne dispose que d'un actionnaire unique, celui-ci pourra décider que la société est gérée par un seul administrateur étant entendu que, dès qu'il est constaté que la société dispose d'au moins deux actionnaires, les actionnaires devront nommer au moins deux administrateurs supplémentaires. Dans le cas où la société est gérée par un administrateur unique, toute référence faite dans les statuts au conseil d'administration est remplacée par l'administrateur unique. Une entité ou personne morale pourra être nommée comme administrateur de la société à condition qu'une personne physique ait été désignée comme son représentant permanent conformément à la loi.

Art. 7. Le conseil d'administration devra élire parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace. Le premier président pourra être nommé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui peuvent mais ne doivent pas être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par la signature individuelle de l'administrateur unique ou encore par la signature individuelle d'un administrateur-délégué dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 13. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 11 juin de chaque année à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un samedi, un dimanche ou un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Le conseil d'administration ou le(s) commissaire(s) aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième (1/10^{ème}) du capital social le demandent.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Art. 18. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 20. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2013.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en juin 2014.

Souscription et libération

Toutes les mille (1.000) actions ordinaires ont été souscrites par Monsieur Benoît RUAUDEL, prénommé, en sa capacité de seul et unique actionnaire.

Toutes les actions ont été entièrement libérées par un apport en numéraire, de sorte que la somme de CENT MILLE EUROS (100.000,- EUR) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution est évalué à environ mille cent euros.

Résolutions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et le nombre des commissaires à un (1).
2. La personne suivante a été nommée administrateur unique, conformément à l'article 51 de loi du 10 août 1915 telle que modifiée par la loi du 25 août 2006:

Monsieur Benoît RUAUDEL, administrateur de sociétés, né à Rennes (France), le 11 octobre 1960, avec adresse au 291, rue du Rollingergrund, L-2441 Luxembourg.

3. A été nommée commissaire aux comptes:

la société «MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à r.l.», une société à responsabilité limitée soumise aux lois luxembourgeoises, établie et ayant son siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 145.419).

4. Le mandat de l'administrateur unique et du commissaire prendra fin à l'assemblée générale amenée à se prononcer sur les comptes de l'année 2018.

Toutefois, le mandat de l'administrateur unique expirera à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

5. L'adresse de la Société est établie au 291, rue du Rollingergrund, L-2441 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, passé à Bertrange (Grand-Duché de Luxembourg), les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la mandataire de la personne comparante prémentionnée a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. DE WAELE, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, A.C., le 25 septembre 2013. Relation: EAC/2013/12363. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013145443/159.

(130178109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

**Financière privée de la Conchee S.A., Société Anonyme,
(anc. Financière de la Conchee S.A.).**

Siège social: L-2441 Luxembourg, 291, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 180.917.

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois d'octobre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

Monsieur Benoît RUAUDEL, administrateur de sociétés, demeurant au 291, rue de Rollingergrund, L-2441 Luxembourg,

ici représenté par:

Madame Catherine DE WAELE, employée privée, avec adresse professionnelle au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange,

en vertu d'une procuration donnée à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 04 octobre 2013.

Ladite procuration signée «ne varietur» par la mandataire de la personne comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle personne comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'actionnaire unique (l'«Actionnaire») de la société «FINANCIERE DE LA CONCHEE S.A.» (la «Société») une société anonyme, établie et ayant son siège social actuel au 291, rue du Rollingergrund, L-2441 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 24 septembre 2013, en voie de formalisation.

Laquelle personne comparante, représentée comme il est dit ci-avant, agissant en sa qualité d'actionnaire unique et représentant ainsi l'intégralité du capital social actuellement fixé à CENT MILLE EUROS (100.000,- EUR) représenté par mille (1.000) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) chacune, toutes intégralement libérées, a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire DECIDE de modifier la raison sociale de la Société de «FINANCIERE DE LA CONCHEE S.A.» en celle à adopter «FINANCIERE PRIVEE DE LA CONCHEE S.A.».

Deuxième résolution

Afin de refléter ledit changement de la raison sociale, l'Actionnaire DECIDE de modifier l'article PREMIER (1^{er}) des statuts de la Société, pour lui donner désormais la nouvelle teneur qui suit:

« **Art. 1^{er}.** Il est établi une société anonyme luxembourgeoise dénommée: «FINANCIERE PRIVEE DE LA CONCHEE S.A.» »

DONT ACTE, passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la personne comparante, connue du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, la même mandataire a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: C. DE WAELE, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, A.C., le 15 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13402. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013145444/42.

(130178109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Langley LuxCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 178.308.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of August,

before us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present deed.

There appeared:

(1) Triton Masterluxco 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro and twenty-one cent (EUR 12,500.21), with registered office at 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg of 23 December 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 195 of 29 January 2009 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143926,

hereby represented by Me Manfred Müller, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 27th August 2013; and

(2) TFF III Limited, a company governed by the laws of Jersey,

having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 101339, acting in its capacity as General Partner of Triton Fund III F&F L.P., with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1079 ("Triton Fund III F&F LP"),

hereby represented by Me Manfred Müller, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on 27th August 2013. (the "Shareholders").

The said proxies shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders requested the undersigned notary to document that the Shareholders are the shareholders of Langley LuxCo 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having been incorporated following a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg dated 19 June 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1920 of 8 August 2013 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 178308 (the "Company"). The articles of incorporation have not yet been amended.

The Shareholders, represented as above mentioned, declaring to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda :

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of two euro (EUR 2.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to twelve thousand five hundred and two euro (EUR 12,502.-).

2 To issue ten (10) new A1 shares, ten (10) new A2 shares, ten (10) new A3 shares, ten (10) new A4 shares, ten (10) new A5 shares, ten (10) new A6 shares, ten (10) new A7 shares, ten (10) new A8 shares, ten (10) new A9 shares, ten (10) new A10 shares, ten (10) new B1 shares, ten (10) new B2 shares, ten (10) new B3 shares, ten (10) new B4 shares, ten (10) new B5 shares, ten (10) new B6 shares, ten (10) new B7 shares, ten (10) new B8 shares, ten (10) new B9 shares and ten (10) new B10 shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as the existing A1 shares, A2 shares, A3 shares, A4 shares, A5 shares, A6 shares, A7 shares, A8 shares, A9 shares, A10 shares, B1 shares, B2 shares, B3 shares, B4 shares, B5 shares, B6 shares, B7 shares, B8 shares, B9 shares and B10 shares, respectively.

3 To accept subscription for the new A1 shares, A2 shares, A3 shares, A4 shares, A5 shares, A6 shares, A7 shares, A8 shares, A9 shares and A10 shares by Triton Masterluxco 3 S.à r.l., with payment of a share premium in a total amount of three million six hundred forty-four thousand five hundred sixty-eight euro and eighty cent (EUR 3,644,568.80) which shall be attached to the A Shares only, and to accept payment in full for such newly issued shares by contribution in kind.

4 To accept subscription for the new B1 shares, B2 shares, B3 shares, B4 shares, B5 shares, B6 shares, B7 shares, B8 shares, B9 shares and B10 shares by Triton Fund III F&F LP and to accept payment in full for such newly issued shares by contribution in cash.

5 To amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital increase.

6 Miscellaneous.

requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of two euro (EUR 2.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to twelve thousand five hundred and two euro (EUR 12,502.-).

Second resolution

The Shareholders resolved to issue (10) new A1 shares, ten (10) new A2 shares, ten (10) new A3 shares, ten (10) new A4 shares, ten (10) new A5 shares, ten (10) new A6 shares, ten (10) new A7 shares, ten (10) new A8 shares, ten (10) new A9 shares, ten (10) new A10 shares, ten (10) new B1 shares, ten (10) new B2 shares, ten (10) new B3 shares, ten (10) new B4 shares, ten (10) new B5 shares, ten (10) new B6 shares, ten (10) new B7 shares, ten (10) new B8 shares, ten (10) new B9 shares and ten (10) new B10 shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as the existing A1 shares, A2 shares, A3 shares, A4 shares, A5 shares, A6 shares, A7 shares, A8 shares, A9 shares, A10 shares, B1 shares, B2 shares, B3 shares, B4 shares, B5 shares, B6 shares, B7 shares, B8 shares, B9 shares and B10 shares, respectively.

Subscription - Payment

(1) Triton Masterluxco 3 S.à r.l., prenamed, represented as stated above, declared to subscribe for ten (10) new A1 shares, ten (10) new A2 shares, ten (10) new A3 shares, ten (10) new A4 shares, ten (10) new A5 shares, ten (10) new A6 shares, ten (10) new A7 shares, ten (10) new A8 shares, ten (10) new A9 shares and ten (10) new A10 shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, with payment of a share premium of three million six hundred forty-four thousand five hundred sixty-eight euro and eighty cent (EUR 3,644,568.80) which shall be attached to the A Shares only, and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind consisting of a receivable (the "Contribution").

The Contribution represents a value in an aggregate amount of three million six hundred forty-four thousand five hundred sixty-nine euro and eighty cent (EUR 3,644,569.80, corresponding to DKK 27,178,000.- at an exchange rate of 1 EUR = 7.4571 DKK).

Proof of the ownership by Triton Masterluxco 3 S.à r.l. of the Contribution has been given to the undersigned notary.

Triton Masterluxco 3 S.à r.l. declared that the Contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

Triton Masterluxco 3 S.à r.l. further stated that a report has been drawn up by the managers of the Company wherein the Contribution is described and valued (the "Report").

The conclusions of the Report read as follows:

"Based on our valuation methodology, we have no observation to mention on the value of the Contribution in Kind which corresponds at least in number and nominal value to the ten (10) new A1 shares, ten (10) new A2 shares, ten (10) new A3 shares, ten (10) new A4 shares, ten (10) new A5 shares, ten (10) new A6 shares, ten (10) new A7 shares, ten (10) new A8 shares, ten (10) new A9 shares and ten (10) new A10 shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, to be issued with a share premium in an aggregate amount of three million six hundred forty-four thousand five hundred sixty-eight euro and eighty cent (EUR 3,644,568.80)."

(2) Triton Fund III F&F LP, prenamed, represented as stated above, declared to subscribe for ten (10) new B1 shares, ten (10) new B2 shares, ten (10) new B3 shares, ten (10) new B4 shares, ten (10) new B5 shares, ten (10) new B6 shares, ten (10) new B7 shares, ten (10) new B8 shares, ten (10) new B9 shares and ten (10) new B10 shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, and to make payment in full for such new shares by a contribution in cash.

The amount of one euro (EUR 1.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Third resolution

The Shareholders resolved to accept said subscriptions and payments and to allot the (10) new A1 shares, ten (10) new A2 shares, ten (10) new A3 shares, ten (10) new A4 shares, ten (10) new A5 shares, ten (10) new A6 shares, ten (10) new A7 shares, ten (10) new A8 shares, ten (10) new A9 shares, ten (10) new A10 shares, ten (10) new B1 shares, ten (10) new B2 shares, ten (10) new B3 shares, ten (10) new B4 shares, ten (10) new B5 shares, ten (10) new B6 shares, ten (10) new B7 shares, ten (10) new B8 shares, ten (10) new B9 shares and ten (10) new B10 shares according to the above mentioned subscriptions.

Fourth resolution

The Shareholders resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions.

As a result, the first paragraph of article 5 shall from now on read as follows:

“The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred and two euro (EUR 12,502.-) divided into:

- six hundred twenty thousand five hundred ten (620,510) A1 shares (the "A1 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- six hundred twenty thousand five hundred ten (620,510) B1 shares (the "B1 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) A2 shares (the "A2 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) B2 shares (the "B2 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) A3 shares (the "A3 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) B3 shares (the "B3 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) A4 shares (the "A4 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) B4 shares (the "B4 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) A5 shares (the "A5 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) B5 shares (the "B5 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) A6 shares (the "A6 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) B6 shares (the "B6 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) A7 shares (the "A7 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) B7 shares (the "B7 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) A8 shares (the "A8 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) B8 shares (the "B8 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) A9 shares (the "A9 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) B9 shares (the "B9 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) A10 shares (the "A10 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- five hundred ten (510) B10 shares (the "B10 Shares") with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up”.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of inconsistencies between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties, who is known to the notary by his or her surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huit août,

par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absent, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

Ont comparu:

(1) Triton Masterluxco 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros et vingt et un centimes (EUR 12.500,21), dont le siège social est au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg en date du 23 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 195 du 29 janvier 2009 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143926,

représentée par Maître Manfred Müller, avocat, résidant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 27 août 2013; et

(2) TFF III Limited, une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (1^{er} étage) 23-27 Seaton Place, St. Hélier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, immatriculée au Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 101339, agissant en tant que general partner Triton Fund III F&F L.P., avec siège social au Charter Place (1^{er} étage) 23-27 Seaton Place, St. Hélier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1079 ("Triton Fund III F&F LP"),

représentée par Maître Manfred Müller, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 27 août 2013,

(les « Associés »).

Lesdites procurations seront annexées au présent acte à des fins d'enregistrement.

Les Associés ont demandé au notaire soussigné d'acter que les Associés sont associés de Langley LuxCo 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), avec siège social au 26-28, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la « Société »), constituée suivant acte de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg en date du 19 juin 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1920 en date du 8 août 2013 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178308. Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

Les Associés, représentés comme mentionné ci-dessus, reconnaissent être pleinement informés des décisions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de deux euros (EUR 2,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à douze mille cinq cent deux euros (EUR 12.502,-).

2 Emission de dix (10) nouvelles parts sociales A1, dix (10) nouvelles parts sociales A2, dix (10) nouvelles parts sociales A3, dix (10) nouvelles parts sociales A4, dix (10) nouvelles parts sociales A5, dix (10) nouvelles parts sociales A6, dix (10) nouvelles parts sociales A7, dix (10) nouvelles parts sociales A8, dix (10) nouvelles parts sociales A9, dix (10) nouvelles parts sociales A10, dix (10) nouvelles parts sociales B1, dix (10) nouvelles parts sociales B2, dix (10) nouvelles parts sociales B3, dix (10) nouvelles parts sociales B4, dix (10) nouvelles parts sociales B5, dix (10) nouvelles parts sociales B6, dix (10) nouvelles parts sociales B7, dix (10) nouvelles parts sociales B8, dix (10) nouvelles parts sociales B9 et dix (10) nouvelles parts sociales B10, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales A1, les parts sociales A2, les parts sociales A3, les parts sociales A4, les parts sociales A5, les parts sociales A6, les parts sociales A7, les parts sociales A8, les parts sociales A9, les parts sociales A10, les parts sociales B1, les parts sociales B2, les parts sociales B3, les parts sociales B4, les parts sociales B5, les parts sociales B6, les parts sociales B7, les parts sociales B8, les parts sociales B9 et les parts sociales B10 existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales A1, parts sociales A2, parts sociales A3, parts sociales A4, parts sociales A5, parts sociales A6, parts sociales A7, parts sociales A8, parts sociales A9 et parts sociales A10 par Triton Masterluxco 3 S.à r.l., avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois millions six cent quarante-quatre mille cinq cent soixante-huit euros et quatre-vingt centimes (EUR 3.644.568,80) qui sera exclusivement attachée aux Parts Sociales A et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales par un apport en nature.

4 Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales B1, parts sociales B2, parts sociales B3, parts sociales B4, parts sociales B5, parts sociales B6, parts sociales B7, parts sociales B8, parts sociales B9 et parts sociales B10 par Triton Fund III F&F LP, et acceptation de la libération intégrale de ses nouvelles parts sociales par un apport en espèces.

5 Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital.

6 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux euros (EUR 2,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à douze mille cinq cent deux euros (EUR 12.502,-).

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé d'émettre dix (10) nouvelles parts sociales A1, dix (10) nouvelles parts sociales A2, dix (10) nouvelles parts sociales A3, dix (10) nouvelles parts sociales A4, dix (10) nouvelles parts sociales A5, dix (10) nouvelles parts sociales A6, dix (10) nouvelles parts sociales A7, dix (10) nouvelles parts sociales A8, dix (10) nouvelles parts sociales A9, dix (10) nouvelles parts sociales A10, dix (10) nouvelles parts sociales B1, dix (10) nouvelles parts sociales B2, dix (10) nouvelles parts sociales B3, dix (10) nouvelles parts sociales B4, dix (10) nouvelles parts sociales B5, dix (10) nouvelles parts sociales B6, dix (10) nouvelles parts sociales B7, dix (10) nouvelles parts sociales B8, dix (10) nouvelles parts sociales B9 et dix (10) nouvelles parts sociales B10, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales A1, les parts sociales A2, les parts sociales A3, les parts sociales A4, les parts sociales A5, les parts sociales A6, les parts sociales A7, les parts sociales A8, les parts sociales A9, les parts sociales A10, les parts sociales B1, les parts sociales B2, les parts sociales B3, les parts sociales B4, les parts sociales B5, les parts sociales B6, les parts sociales B7, les parts sociales B8, les parts sociales B9 et les parts sociales B10 existantes.

Souscription - Paiement

(1) Triton Masterluxco 3 S.à r.l., prénommée, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré souscrire à dix (10) nouvelles parts sociales A1, dix (10) nouvelles parts sociales A2, dix (10) nouvelles parts sociales A3, dix (10) nouvelles parts sociales A4, dix (10) nouvelles parts sociales A5, dix (10) nouvelles parts sociales A6, dix (10) nouvelles parts sociales A7, dix (10) nouvelles parts sociales A8, dix (10) nouvelles parts sociales A9 et dix (10) nouvelles parts sociales A10, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (EUR 0.01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois millions six cent quarante-quatre mille cinq cent soixante-huit euros et quatre-vingt centimes (EUR 3.644.568,80) qui sera exclusivement attachée aux Parts Sociales A, et libérer intégralement ces parts sociales souscrites par un apport en nature consistant en une créance (l'« Apport »).

L'Apport représente un montant total de trois millions six cent quarante-quatre mille cinq cent soixante-neuf euros et quatre-vingt centimes (EUR 3.644.569,80, équivalant à DKK 27.178.000,- à un taux de change de 1 EUR = 7,4571).

La preuve par Triton Masterluxco 3 S.à r.l. de la propriété de l'Apport a été rapportée au notaire soussigné.

Triton Masterluxco 3 S.à r.l. a déclaré encore que l'Apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

Triton Masterluxco 3 S.à r.l. a déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société dans lequel l'Apport est décrit et évalué (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base de notre méthode d'évaluation, nous n'avons pas d'observation à mentionner sur la valeur de l'Apport qui correspond au moins en nombre et valeur nominale à dix (10) nouvelles parts sociales A1, dix (10) nouvelles parts sociales A2, dix (10) nouvelles parts sociales A3, dix (10) nouvelles parts sociales A4, dix (10) nouvelles parts sociales A5, dix (10) nouvelles parts sociales A6, dix (10) nouvelles parts sociales A7, dix (10) nouvelles parts sociales A8, dix (10) nouvelles parts sociales A9 et dix (10) nouvelles parts sociales A10, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à émettre avec une prime d'émission d'un montant total de trois millions six cent quarante-quatre mille cinq cent soixante-huit euros et quatre-vingt centimes (EUR 3.644.568,80).»

(2) Triton Fund III F&F LP, prénommée, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré souscrire à dix (10) nouvelles parts sociales B1, dix (10) nouvelles parts sociales B2, dix (10) nouvelles parts sociales B3, dix (10) nouvelles parts sociales B4, dix (10) nouvelles parts sociales B5, dix (10) nouvelles parts sociales B6, dix (10) nouvelles parts sociales B7, dix (10) nouvelles parts sociales B8, dix (10) nouvelles parts sociales B9 et dix (10) nouvelles parts sociales B10, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (EUR 0.01) chacune, et libérer intégralement ces parts sociales souscrites par un apport en espèces.

Le montant d'un euro (EUR 1,-) a dès lors été à la disposition de la Société, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné.

Troisième résolution

Les Associés ont décidé d'accepter lesdites souscriptions et lesdits paiements et d'émettre les dix (10) nouvelles parts sociales A1, dix (10) nouvelles parts sociales A2, dix (10) nouvelles parts sociales A3, dix (10) nouvelles parts sociales A4, dix (10) nouvelles parts sociales A5, dix (10) nouvelles parts sociales A6, dix (10) nouvelles parts sociales A7, dix (10) nouvelles parts sociales A8, dix (10) nouvelles parts sociales A9, dix (10) nouvelles parts sociales A10, dix (10) nouvelles parts sociales B1, dix (10) nouvelles parts sociales B2, dix (10) nouvelles parts sociales B3, dix (10) nouvelles parts sociales B4, dix (10) nouvelles parts sociales B5, dix (10) nouvelles parts sociales B6, dix (10) nouvelles parts sociales B7, dix (10) nouvelles parts sociales B8, dix (10) nouvelles parts sociales B9 et dix (10) nouvelles parts sociales B10 conformément aux souscriptions ci-dessus mentionnées.

Quatrième résolution

Les Associés ont décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus.

Le premier paragraphe de l'article 5 sera dorénavant rédigé comme suit :

"Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cent deux euros (EUR 12.502,-) divisé en:

- six cent vingt mille cinq cent dix (620.510) parts sociales A1 (les «Parts Sociales A1») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- six cent vingt mille cinq cent dix (620.510) parts sociales B1 (les «Parts Sociales B1») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales A2 (les «Parts Sociales A2») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales B2 (les «Parts Sociales B2») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales A3 (les «Parts Sociales A3») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales B3 (les «Parts Sociales B3») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales A4 (les «Parts Sociales A4») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales B4 (les «Parts Sociales B4») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent (500) parts sociales A5 (les «Parts Sociales A5») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales B5 (les «Parts Sociales B5») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales A6 (les «Parts Sociales A6») ayant une valeur nominale de d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales B6 (les «Parts Sociales B6») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales A7 (les «Parts Sociales A7») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales B7 (les «Parts Sociales B7») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales A8 (les «Parts Sociales A8») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales B8 (les «Parts Sociales B8») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales A9 (les «Parts Sociales A9») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales B9 (les «Parts Sociales B9») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales A10 (les «Parts Sociales A10») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- cinq cent dix (510) parts sociales B10 (les «Parts Sociales B10») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de l'augmentation de capital ci-dessus sont estimés à environ

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire des comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande au même mandataire, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes ci-avant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

(Signé): M. Müller, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 29 août 2013. REM/2013/1543. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): L.
SCHLINK.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Mondorf-les-Bains, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013136899/343.

(130166997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Solar World Invest Fund SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 181.280.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of October.

Before the undersigned Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Energy Ventures Investments S.A., a Luxembourg limited liability company (société anonyme), having its registered office at 57, rue du Pont, Résidence an der Gaass L-9554 Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under Number B 158.004 (the "General Partner"), hereby represented by Ms Françoise Dominique MINGUET, managing director, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in her capacity of managing director of the General Partner having the power to bind the company by her single signaturer

2) GM Energy S.A., a Luxembourg limited liability company (société anonyme), having its registered office at 57, rue du Pont, Résidence an der Gaass L-9554 Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under Number B 151.270, hereby represented by Ms Françoise Dominique MINGUET, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal on 7 October 2013 which initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The aforementioned parties are referred to hereafter as the "Shareholder".

The appearing parties, acting in the above stated capacities, have required the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a corporate partnership limited by shares (Société en Commandite par Actions (S.C.A.)), qualifying as an investment company with variable share capital (Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV)), established as a specialised investment fund (Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF)), the articles of incorporation of which shall be read as follows:

Preliminary Title - Definitions

"1915 Law"	The Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended or supplemented from time to time.
"2007 Law"	The Luxembourg law dated 13 February 2007 governing specialized investment funds, as amended or supplemented from time to time.
"Administrative Agent"	Any administrative agent appointed by the General Partner from time to time.
"Aggregate Commitments"	Total Commitments of Limited Shareholders in aggregate to a particular Sub-Fund from time to time, excluding the Commitment of any Defaulting Shareholder as set forth in the Issuing Document and in the relevant Appendix.
"Appendix"	The relevant appendix of the Issuing Document specifying the terms and conditions of a specific Sub-Fund.
"Articles"	The articles of association of the Company, as amended from time to time.
"Board"	The board of managers of the General Partner.

“Business Day”	A day on which commercial banks are generally opened for business in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, unless otherwise stated.
“Capital Call”	The request by the General Partner on behalf of a particular Sub-Fund to each Limited Shareholder, delivered through a Capital Call Notice, requiring the payment of the amount specified therein to be contributed to the Sub-Fund by way of subscription for Investor Shares.
“Capital Call Notice”	A notice issued by the General Partner on behalf of a particular Sub-Fund to each Limited Shareholder, requesting the payment of the amount specified therein to be contributed to the Sub-Fund by way of subscription for Investor Shares.
“Class” or “Classes”	Any class of Shares issued by any of the Sub-Funds and any further classes of Investor Shares issued by any of the Sub-Funds.
“Closing Date”	In respect of a particular Sub-Fund, the date (or dates) determined by the General Partner on or prior to which subscription agreements have to be received and accepted by the General Partner, as further described in the relevant Appendix.
“Commitment”	The total investment which each Limited Shareholder has irrevocably agreed to make in a specific Sub-Fund, which will be called by the General Partner from time to time. A Commitment will become a fully funded Commitment when it has been drawn down and the relevant amounts paid in full.
“Cut-Off Time”	The deadline, as specified for each Sub-Fund in the relevant Appendix, before which applications for subscription, redemption or conversion of Investor Shares of any Class in any Sub-Fund must be received by the Registrar and Transfer Agent in order to be dealt with on the following Valuation Day.
“Defaulted Redeemable Shares”	Fully paid Investor Shares registered in the name of a Defaulting Limited Shareholder that may, in case of default, be subject to a compulsory redemption in accordance with the relevant provisions of these Articles, as described in the Issuing Document.
“Defaulting Limited Shareholder”	Limited Shareholder that is in default of payment, as further described in the Issuing Document.
“Depository”	Any depository bank appointed by the General Partner from time to time
“Eligible Investor”	Limited Shareholders that are Institutional Investors, Professional Investors and/or Well Informed Investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law, who have signed and returned a Subscription Agreement to the Administrative Agent (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, the Shareholders).
“Euro” or “EUR”	The lawful currency of the participating Member States of the European Monetary Union.
“Final Closing Date”	In respect of a particular Sub-Fund, the date on which the Investment Period ends (or if such date is not a Business Day, the next Business Day), as indicated in the relevant Appendix.
“Final Removal”	The date on which the final removal of the General Partner, solely on the grounds mentioned hereinafter, is approved during an extraordinary general meeting of the Shareholders by a majority of two thirds (2/3) of the votes cast of the Limited Shareholders representing at least a quorum of 50% of the share capital, in front of a Luxembourg notary, which decision shall be effective immediately.
“Financial Year”	A financial period of the Company commencing on 1 January and ending on 31 December of each calendar year. The Company’s first Financial Year shall begin on the incorporation of the Company and end on 31 December 2013.
“For Cause Removal”	Means the removal of the General Partner in accordance with the causes and procedures set forth in these Articles and in the Issuing Document.
“General Partner”	Energy Ventures Investments S.A, the unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company, a company incorporated under the laws of Luxembourg acting as the general partner and responsible for the management of the Company.
“Indemnified Person”	The General Partner, its affiliates, any Associate of the General Partner, the Investment Advisor and its affiliates, each member of the Investment Committee, any Committee Indemnified Person, any persons nominated by the Company, the General Partner or any Associate of the General Partner to be director (or equivalent) of any portfolio company, and each officer, director, shareholder, partner, agent, member or employee of the General Partner or the Investment Advisor and its affiliates.
“Initial Closing Date”	The last Business Day of the Initial Offering Period, as specified for each class of any Sub-Fund on the relevant Appendix.

“Initial Offering Period”	With respect to each Class of each Sub-Fund as specified in the relevant Appendix, the period during which Shares are offered for subscription at the Initial Issue Price, starting from the first offering and ending on the Closing Date.
“Initial Limited Shareholders”	In respect of a specific Sub-Fund, the Limited Shareholders whose Commitments have been accepted with respect to the Initial Closing Date.
“Institutional Investor”	A Limited Shareholder who qualifies as an institutional investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law and the guidelines or recommendations issued by the Luxembourg regulatory authority from time to time.
“Investment Advisor”	Any investment advisor appointed by the General Partner from time to time for a particular Sub-Fund and disclosed in the relevant Appendix.
“Investment Manager”	Any investment manager appointed by the General Partner for a particular Sub-Fund and disclosed in the relevant Appendix.
“Investment”	Any acquisition or investment made in, or to facilitate the acquisition of or investment in, a body corporate or a business (or part thereof) directly or indirectly by a particular Sub-Fund acting on its own or with other investors.
“Investor Shares”	Any Class of Shares issued by the relevant Sub-Fund pursuant to these Articles and to the Issuing Document, except the Management Share.
“Issue Price”	The Net Asset Value increased by any other applicable fees.
“Limited Shareholders”	Holders of Investor Shares, provided that upon assignment of the Investor Shares of any Limited Shareholder, an assignee of such Limited Shareholder which has been admitted as a substituted Limited Shareholder shall be a Limited Shareholder in place and stead of its assignor to the extent of the Investor Shares so assigned.
“Management Fee”	The service fee paid to the General Partner or its designee in consideration for the management services performed for the benefit of a particular Sub-Fund, as specified in the relevant Appendix.
“Management Share”	The management share held by the General Partner in a capacity as associé-gérant commandité of the Company.
“Net Asset Value” or “NAV”	The net asset value of each Sub-Fund, each Class and each Share as determined pursuant to Article 16 of these Articles and to the Issuing Document.
“Performance Period”	With respect to any particular Sub-Fund, the period during which performance is measured on which performance fees and/or equivalent performance fees are calculated and payable as described in each Appendix of the Issuing Document.
“Issuing Document”	The Issuing Document of the Company, as amended or supplemented from time to time.
“Professional Investor”	An investor who qualify as professional investor under Annex II of Directive 2004/39/EC on investment services and regulated markets as amended.
“Prohibited Person”	Any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Board such holding may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term “Prohibited Person” includes any person, firm, partnership or corporate body, which does not meet the definition of Well-Informed Investors as described below
“Redemption Day”	The Business Day on which redemption requests are accepted by the Company following a Valuation Day for each relevant Class of Share of a Sub-Fund as specified in the relevant Appendix to the Issuing Document and such other day or days as the Board may determine in their absolute discretion from time to time on a case by case basis or generally.
“Redemption Notice”	In respect of a particular Sub-Fund, the notice delivered by the General Partner to the Defaulting Limited Shareholder with respect to the redemption of Defaulted Redeemable Shares for the Redemption Price. A minimum notice period for making a redemption request as further detailed for the respective Classes of Shares of a Sub-Fund in the relevant Appendix.
“Redemption Price”	The price at which the Shares in each Sub-Fund specified in the Redemption Notice shall be redeemed.
“Reference Currency”	The currency in which each Sub-Fund or the currency in which each Class is denominated.
Registrar and Transfer Agent”	Any agent selected from time to time by the General Partner to perform all registrar and transfer agency duties required by Luxembourg law.
“Share” or “Shares”	Shares issued in any Classes or any Sub-Fund, pursuant to these Articles and to the Issuing Document.

“Shareholder”	The registered holders of Shares issued by any Sub-Fund from time to time.
“Sub-Fund” or “Sub-Funds”	Any sub-fund of the Company established by the Company in accordance with the Issuing Document, the relevant Appendix and these Articles.
“Subscription Agreement”	The agreement among the Shareholders and the Company with respect to the subscription of Shares.
“Subscription Day”	The Business Day on which subscription requests are accepted by the Company following a Valuation Day, and subject to a notice period, for each relevant Class of Share of a Sub-Fund as specified in the relevant Appendix to the Issuing Document and such other day or days as the Board may determine in their absolute discretion from time to time on a case by case basis or generally
“Subsequent Closings”	A Closing which occurs after the Initial Closing Date and prior to the Final Closing Date, as specified for each class of any Sub-Fund on the relevant Appendix.
“Subsequent Limited Shareholder’s Initial Capital Contribution”	In respect of a Sub-Fund, the payment by Limited Shareholders for Investor Shares at any Subsequent Closing of the same percentage of the Commitment which has already been drawn down from previously admitted Limited Shareholders.
“US Dollar” or “USD”	The lawful currency of the United States of America.
“Valuation Day”	Each Business Day which is designated by the General Partner as being a day by reference to which the assets of each Sub-Fund shall be valued, as it is stipulated in the relevant Appendix to the Issuing Document.
“Well-informed Investors”	Has the meaning ascribed to it in the Law of 2007, and includes: <ul style="list-style-type: none"> i. Institutional investors; ii. Professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and iii. Any other well-informed investor who fulfils the following conditions: (a) has declared in writing his adhesion to the status of well-informed investor; and (b) (i) invests a minimum of EUR 125,000. in the Company; or (ii) has obtained a an assessment from a credit establishment as defined in the directive 2006/48/CE, from an investment firm as defined in directive 2004/39/CE, or from a management company as defined in directive 2001/107/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge to appraise in an appropriate manner an investment in the Company.
“Without Cause Removal”	Means the removal of the General Partner in accordance with the procedures set forth in these Articles and in the Issuing Document.
“Wholly Owned Subsidiary”	Means any company or entity in which the Company has a one hundred per cent (100%) ownership interest.

Chapter I - Form, Name, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and Form.

1.1 There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions) with variable capital qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisée under the name of "Solar World Invest Fund SIF" (hereinafter the "Company").

1.2 The initial offering period begins on 9th of October 2013. The closing period for subscription of the shares and for the calculation of the first NAV is the 31st of December 2013. However, the board of directors can modify at its entire discretion both subscription and closing dates.

1.3 The Company shall be governed by the 2007 Law and the 1915 Law.

Art. 2. Term. The Company is established for an unlimited period. It may be dissolved upon proposition of the General Partner, by a decision of the general meeting of Shareholders, as further described in article 30 of these Articles. The General Partner may establish Sub-Fund(s) for a limited or unlimited duration, as specified for each Sub-Fund in the Issuing Document issued by the Company, as amended from time to time.

Art. 3. Object.

3.1 The purpose of the Company is to invest the funds raised from its investors in a pool of securities and undertakings for collective investment with the aim of spreading the investment risks and providing to its Shareholders the results of management of its portfolio within the widest meaning as permitted under the 2007 Law, while reducing investment risk through diversification.

3.2 The Company is an umbrella fund and as such provides investors with the choice of investment in a range of several separate Sub-Funds each of which relates to a separate portfolio of assets permitted by the 2007 Law with specific investment objectives, as described in the relevant Appendix to the Issuing Document.

3.3 A separate portfolio of assets is maintained for each Sub-Fund and is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-Fund as further described in the relevant Appendix.

3.4 The Company may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of the 2007 Law.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

4.2 The General Partner is authorised to change the address of the Company within the municipality of the statutory registered office.

4.3 The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.4 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such provisional measures, however, shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the 2007 Law. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the General Partner.

Chapter II - Capital and Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The initial share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by (i) one (1) "Management Share" of no nominal value (the holder of such Management Share shall hereinafter be referred to as the "Management Shareholder" or "General Partner" (actionnaire gérant commandité)) and (ii) thirty (30) "Investor Shares" (actions de commanditaire) of no nominal value (together hereinafter referred to as the "Shares"). Upon incorporation, each Share was fully paid up.

5.2 The capital of the Company shall be represented by Shares of no nominal value and shall reach the level provided for by the 2007 Law within twelve (12) months of the date on which the Company has been registered as a specialized investment fund and thereafter may not be less than the level provided for by the 2007 Law. The capital of the Company will, at all time, be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 16 hereof.

5.3 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares or / and to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euros, be converted into Euros.

5.4 The Shares may, in accordance with article 7 of the present Articles, and as the General Partner shall elect, fall within various Classes comprising the Company's assets.

Art. 6. Capital variation. As the Company is an undertaking for collective investment with variable capital (a «Société d'Investissement à Capital Variable»), the share capital of the Company shall vary, without any amendment of the Articles (as a result of the Company issuing new Shares or redeeming its Shares).

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Shares of the Company shall be issued in registered form. All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders (the "Register") which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the General Partner, and such Register shall contain the name of each owner of registered Shares, his/her/its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him/her/it and the amount paid up on each Share.

7.2 Each Share (Management Share(s) and Investor Shares) carries one (1) vote at the general meeting of Shareholders of the Company or at a Class meeting.

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the Register evidences his/her/its right of ownership on such registered Shares. A holder of registered Investor Shares shall receive upon request a written confirmation of his/her/its shareholding. However, the Company shall normally not issue certificates for such inscription.

7.4 The share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

7.5 Subject to the provisions of article 12 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the Register.

7.6 The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one (1) owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such Shares.

7.7 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

7.8 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Art. 8. Classes of shares.

8.1 The Investor Shares may, as the General Partner shall determine, be of one or more different Classes, the features and terms and conditions of which shall be established by the General Partner and disclosed in the Issuing Document.

8.2 Each Class of Shares may differ from the other Classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the Net Asset Value is expressed or any other feature.

8.3 Such new Classes of Shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing Classes of Shares, including, without limitation, the amount of the Management Fee attributable to those Shares, and other rights relating to liquidity of Shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

8.4 Shareholders of the same Class will be treated equally pro-rata to the number of Shares held by them, without taking into account the Equalization Interest payable by any Shareholders, as the case may be.

8.5 Shares may be issued as distribution or accumulation shares following the decision of the General Partner. Distribution shares shall be entitled, each year, to payment of a dividend (all dividends are distributed following a decision of the Shareholders of the Company or of the relevant Sub-Fund). Accumulation shares shall not be entitled to any dividend payments.

Art. 9. Issue of shares.

9.1 Subject to the provisions of the 2007 Law, the General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of partly or fully paid-up different Classes of Investor Shares without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Investor Shares to be issued, except when such issue in a specific Share Class bearing specific distribution rights (i.e. carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such Shares. In this latter case, no additional Shares in the relevant Class shall be issued without a preferential right to subscribe being granted to existing Shareholders and without the approval of two thirds (2/3) of the votes attached to the relevant shares of such existing Shareholders.

9.2 The proceeds of all Share issues in a specific Class shall be invested in a pool of assets in a Sub-Fund corresponding to such Class of Shares, according to the investment policy determined by the General Partner for the given Sub-Fund, with the aim of spreading the investment risks and taking account of the investment restrictions adopted by the General Partner and provided by law or any applicable regulation.

9.3 The General Partner shall maintain for each Sub-Fund a separate portfolio of assets. As between Shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund.

9.4 Shares are exclusively restricted to Eligible Investors. The Company will refuse to issue Shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as Eligible Investors. This restriction is not applicable to the General Partner, members of the Board or other persons who are involved in the management of the Company which may hold Share(s) without falling into one of these categories. The Management Share has been issued upon incorporation of the Company. No further Management Shares will be issued.

9.5 The Company may decide to issue fractional Shares. Fractional Shares may be issued with up to four (4) decimals of a Share. Such fractional Shares shall be entitled to participation in the net results and in the proceeds of liquidation on a pro rata basis. Such fractions shall be subject to and carry the corresponding fraction of liability (whether with respect to nominal or par value, premium, contribution, calls or otherwise howsoever), limitations, preferences, privileges, qualifications, restrictions, rights and other attributes of a whole Share of that Class. Any subscription monies received representing fractions less than 1/1000th of a whole Share will be retained for the benefit of the General Partner.

9.6 The General Partner is entitled to establish a pool of assets constituting a Sub-Fund within the meaning of article 71 of the 2007 Law for each Class of Investor Shares or for two (2) or more Classes of Investor Shares in the manner described below. The Company constitutes one single legal entity. However, by derogation to the provisions of article 2093 of the Luxembourg Civil Code, each pool of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Shareholders of that Sub-Fund and each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund. All the rights of investors and creditors in relation to each Sub-Fund are therefore limited to the assets of the Sub-Fund. Each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity for the investors and creditors of the relevant Sub-Fund.

9.7 Except as otherwise indicated in the relevant Appendix, a Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold securities issued by one or more other Sub-Fund of the Company, without being subject to the provisions of the 1915 Law regarding the acquisition by a company of its own shares, as long as:

- The target Sub-Fund does not in turn invest in the investing Sub-Fund;

- Voting rights, if any, attached to the relevant securities are suspended as long as they are held by the concerned Sub-Fund and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and

- The value of the securities will not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of verifying the minimum threshold imposed by the 2007 Law, for as long as the said securities are held by the Company.

The specific conditions of such subscription, acquisition and holding, if any, will be detailed in the relevant Appendix of the Issuing Document.

9.8 Where a Sub-Fund is created for a limited period of time, the General Partner may, at the expiry of the initial period of time, prorogue the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. Details in relation to the different Classes of Investor Shares as well as the rights in relation thereto are set out for each Sub-Fund in the relevant Appendix to the Issuing Document.

9.9 Within a Sub-Fund, Classes of Investor Shares may be defined and issued from time to time by the General Partner of the Company and may, inter alia, correspond to (without being limited to):

- (i) A specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions; and/or
- (ii) A specific sales and redemption charge structure; and/or
- (iii) A specific management or advisory fee structure; and/or
- (iv) A specific distribution fee structure; and/or
- (v) A specific currency; and/or
- (vi) The use of different hedging techniques in order to protect in the Reference Currency of the relevant portfolio the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of Investor Shares against long-term movements of their currency of quotation; and/or
- (vii) Any other specific features applicable to one Class.

9.10 Investor Shares will participate equally with all the outstanding Shares of the same Class in the Sub-Funds' assets and earnings and will have the redemption rights described in these Articles and further described in the relevant Appendix.

9.11 Investor Shares to be issued by the Company in relation to a specific Sub-Fund may be subscribed for by investors during one or several offering periods, as decided by the General Partner, specified and disclosed for each Sub-Fund in the Issuing Document and its Appendix, and as described in article 10 below. Investors wishing to subscribe for Investor Shares must execute a Subscription Agreement.

9.12 Investor Shares may be issued as consideration for a contribution in kind of securities or other assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an independent auditor and provided that such securities or other assets comply with the investment objectives and strategy of the Company

9.13 Each Sub-Fund is described in more details in the relevant Appendix.

Art. 10. Subscription and Payment of Investor Shares. Investor shares in a Sub-Fund may be subscribed by following the process applicable to the relevant Sub-Fund, as disclosed in the Appendix to the Issuing Document, chosen among the two following procedures:

10.1 Classical Process.

10.1.1 Any Investor subscribing for Shares will be required to execute a Subscription Agreement and make certain representations and warranties to the General Partner. The General Partner, at its sole discretion, may accept or reject any subscription.

10.1.2 For any of the Sub-Funds, Investor Shares of each available relevant Class are (subject to any specific terms as specified in the relevant Appendix) available for subscription (i) during an Initial Offering Period for such Class at the Initial Issue Price specified in the relevant Appendix together with any subscription fee or other initial fee as may be set out in the relevant Appendix and (ii) after the Initial Offering Period as of each Subscription Day at the Issue Price calculated as at the immediately preceding Valuation Day specified in the relevant Appendix together with any subscription fee or other initial fee as may be set out in the relevant Appendix. In case subscription applications are received following the close of the Initial Offering Period but prior to the first Valuation Day in respect of a Class, then at the discretion of the General Partner, Investor Shares may be issued at the Initial Issue Price for the Class, together with any subscription fee or other initial fees as set out in the relevant Appendix. The Issue Price will be determined in the Reference Currency. In all cases any terms for subsequent subscriptions, if any, will be specified in the relevant Appendix. The General Partner may change, extend or shorten the Initial Offering Period for any Class of Shares at their absolute discretion at any time. The General Partner reserves the right to reject applications for Investor Shares of any available Class in its absolute discretion, in whole or in part, without assigning any reason therefore.

10.1.3 The General Partner shall be authorized, without limitation and at any time, to issue additional Investor Shares for all Sub-Funds without granting existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Investor Shares. The initial and subsequent subscription amounts in a single Sub-Fund/Class/sub-Class are set out in the relevant Sub-Fund's Appendix. If the amount paid does not correspond to the specific number of Shares required by the applicant, the General

Partner will issue such number of Shares as is applicable, and may issue fractions of Shares calculated to four (4) decimal places.

10.1.4 The applicable minimum subscription and minimum additional subscription requirements for the subscription of Investor Shares of each Class will be specified in the relevant Appendix. The General Partner may set and waive at its sole discretion the minimum subscription amount and minimum holding amount per Class in each Sub-Fund, to be specified in the relevant Sub-Fund Appendix.

10.1.5 Applications for Investor Shares of any available Class for such Class must be made using the subscription form relevant to that Appendix which must be received by the Registrar and Transfer Agent by facsimile on such date and by such time as determined by the General Partner and set out in the relevant Appendix (the "Cut-Off Time") and for the first subscription with the original copy thereof sent by post with the mention "faxed on dd/mm/yy; avoid duplicate". The net proceeds received during this Initial Offering Period and subsequently will be managed in accordance with the relevant Sub-Fund's investment policy with a view to achieving the investment objective as described in the relevant Sub-Fund Appendix. The investment portfolio of the Sub-Funds will be maintained in a deposits or prime brokerage account under the name of the General Partner and Sub-Fund, the reference currency of which will be as specified for each Sub-Fund in the relevant Sub-Fund Appendix.

10.1.6 If the General Partner determines that it is in the interest of Shareholders of a Sub-Fund to accept subscriptions after the Initial Offering Period, applications for subscription may be made prior to any day that is a Valuation Day for the Sub-Fund or Class concerned (or on such other days as the General Partner may from time to time determine), subject to any prior notice requirements specified in the relevant Sub-Fund Appendix. The General Partner may discontinue the issue of new Shares in any Sub-Fund or Class at any time in its discretion. Following the Initial Offering Period, further Shares may be issued with effect from any Subscription Day at the relevant subscription price per Class of Share as determined in the relevant Sub-Fund Appendix.

10.1.7 Applications received by the Administrative Agent on behalf of the Company are irrevocable unless and until rejected by the General Partner. All applications to subscribe for Shares shall be dealt with on an unknown Net Asset Value basis before the determination of the Net Asset Value per Share applicable for that relevant Subscription Day. In certain circumstances, subscribers for Shares will, in effect, be required to pay a sum equivalent to any performance fee accrual with respect to any subsequent appreciation in the Net Asset Value per Share of each Class of each Sub-Fund in excess of any applicable hurdle rate (if any) until any applicable high water mark per Share (if any) has been recovered. This payment will be achieved by the Company having the power to redeem a portion of that Shareholder's holding for no consideration and paying the equivalent performance fee to the General Partner, where applicable.

10.1.8 After any Initial Offering Period, the Subscription Price per Share of each Class is the Net Asset Value per Share of such Class, determined as at the relevant Valuation Day increased by any applicable subscription charge as specified in the relevant Sub-Fund Appendix.

10.2 Private Equity Process.

10.2.1 Investors are permitted to commit to subscribe for Investor Shares in a specific Sub-Fund during the Initial Offering Period. The Initial Closing Date shall be the last Business Day of the Initial Offering Period.

10.2.2 Limited Shareholders, whose Commitments are accepted with respect to the Initial Closing Date (the "Initial Limited Shareholders"), shall be required to subscribe for the relevant number of Investor Shares and pay up the relevant portion of their Commitments no later than thirty (30) calendar days upon receipt of the Capital Call Notice pertaining to the Initial Closing Date, following which Investor Shares are to be issued fully paid-up corresponding to the funded Commitment.

10.2.3 Subsequent Closings. After the Initial Closing, new Commitments will be accepted from Initial Limited Shareholders and other investors at such Closings ("Subsequent Closings") as determined by the General Partner during a period terminating on the earlier of (i) an Aggregate Commitments of EUR 10,000,000.- (ten million Euros) is reached or (ii) the Final Closing Date. The Final Closing Date shall occur within 6 (six) months of the Initial Closing Date. Dates of Subsequent Closings will be communicated to the Limited Shareholders upon a prior notice of thirty (30) calendar days.

10.2.4 Limited Shareholders which have committed to subscribe for Investor Shares at any Subsequent Closing will be required to pay with respect to such Subsequent Closing the same percentage of their Commitment as has already been drawn down from previously admitted Limited Shareholders (the "Subsequent Limited Shareholder's Initial Capital Contribution"). In addition,

10.3 The General Partner may, at any moment, in its sole discretion and for a limited or unlimited duration, decide to cease issuing new Investor Shares and to cease accepting any further subscriptions or conversions for any Investor Shares of any Class or of any relevant Sub-Fund in order inter alia to protect existing Shareholders or the Sub-Fund itself ("Hard Closing"). Alternatively, the General Partner may, at any moment, in its sole discretion and for a limited or unlimited duration, decide to cease accepting any further subscriptions or conversions for any Investor Shares of any Class or of any Sub-Fund from new investors only i.e. from investors who have not invested in the relevant Sub-Fund yet in order inter alia to protect existing Shareholders or the Sub-Fund itself ("Soft Closing"). These measures of Hard Closing or Soft Closing may be implemented with immediate effect by the General Partner in its sole discretion. The Shareholders of the Sub-Fund or of the Classes of Investor Shares subject to a Hard Closing or a Soft Closing will be informed in writing, at

the latest, immediately after such Hard Closing or Soft Closing takes place. The General Partner will not have to justify the reasons for implementing such Hard Closing or Soft Closing. A partially or totally closed Sub-Fund or Classes of Investor Shares can be re-opened for subscription or conversion when the circumstances which justified the Hard Closing or Soft Closing no longer prevail.

Art. 11. Redemption.

11.1 Investor Shares in relation to each Sub-Fund are redeemable pursuant to the terms and conditions set forth in the Issuing Document and the applicable Appendix. With respect to any particular Sub-Fund, a lock-up period may be provided for in the relevant Appendix during which an investor is not entitled to redeem his shares.

11.2 In case of redeemable Investor Shares, every Shareholder shall have the right on each Redemption Day to require the Company to redeem the Investor Shares at the relevant Net Asset Value of such Investor Shares as of the relevant Redemption Day.

11.3 A redemption request will only be executed after the identity of the Shareholder and / or the beneficial owner has been established to the complete satisfaction of the Company. Payment will only be made to the respective Shareholder.

11.4 Written notice must be received by the Company not less than the number of Business Days indicated in the relevant Appendix prior to the Redemption Day as disclosed in the relevant Appendix. Request for redemption must be for either a number of Investor Shares or an amount denominated in the relevant currency of the Class of the Sub-Fund.

11.5 All redemption requests will be processed strictly in the order in which they are received, and each redemption shall be processed at the Net Asset Value of the said Investor Shares.

11.6 Neither the Company nor the Depositary or the General Partner are responsible for any delays or charges incurred at any receiving bank or settlement system.

11.7 The Company shall not have the right to satisfy payment of the Redemption Price in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the Investor Shares to be redeemed.

11.8 If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Investor Shares held by any Shareholder in any Class of Investor Shares of the relevant Sub-Fund would fall below the minimum investment set out in the relevant Appendix, then the General Partner may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Investor Shares in the Sub-Fund or in the Company.

11.9 Further, if, with respect to any given Valuation Day, redemption requests pursuant to this section and conversion requests exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of Investor Shares in issue in a specific Class, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

11.10 The Company may redeem Investor Shares whenever the General Partner considers a redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

11.11 The redemption of Investor Shares of any Class and/or Sub-class of any Sub-Fund shall be suspended when the calculation of the Net Asset Value thereof is suspended.

11.12 The Company may compulsorily redeem all Shares registered in the name of a Defaulting Limited Shareholder that are fully paid (the "Defaulted Redeemable Shares") in accordance with the rules and procedures set forth in the Issuing Document. Whilst the General Partner shall retain a general discretion as to which Defaulting Limited Shareholder remedy to apply, the General Partner, acting in the best interests of the Company and in order to preserve the capital in the Company, shall first resort to the promesse unilatérale de vente option referred to in the Issuing Document. 11.13 In addition, Shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 13 herein.

Art. 12. Transfer of shares.

12.1 Investor Shares may be transferred, pledged or assigned to any person so long as all other requirements to the transfer and substitution of a Limited Shareholder's Investor Shares as set forth in the Issuing Document are otherwise satisfied or waived by the General Partner; provided that prior to such transfer, the Limited Shareholder will communicate to the General Partner the name or names of the party or parties (who shall be an Eligible Investor) to whom the Limited Shareholder intends to transfer its Investor Shares and will give due consideration to reasonable and serious concerns regarding the creditworthiness of such transferee.

12.2 Any transfer or assignment of Investor Shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the Subscription Agreement entered into by the seller or otherwise.

12.3 When a Limited Shareholder wishes to sell all or part of its Investor Shares to a third party, the other Limited Shareholders holding Investor Shares will have a pre-emption right to purchase such Investor Shares on the same terms and conditions as the proposed transferee, to be exercised in accordance with the relevant contractual pre-emption provisions outlined in the Issuing Document.

12.4 Notwithstanding the above, the transfer of Investor Shares is subject to the prior approval of the General Partner, which may, at its sole discretion, refuse such transfer where new Investor is unknown to the Company or to the General Partner. Such consent may however not be unreasonably withheld where the Investor Shares are transferred to existing Investors.

Art. 13. Limitations of the ownership of shares.

13.1 The General Partner may restrict or prevent the ownership of Shares in the General Partner by any Prohibited Person or a US Person, as will be determined by the General Partner. Accordingly, the General Partner may require any subscriber to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not he is, or will be, a Prohibited Person or a US Person. The Company may restrict or prevent the ownership of Investor Shares in the Company by any person, firm or corporate body:

- (i) Who is not an Eligible Investor; or
- (ii) If in the opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the Company; or
- (iii) If it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or
- (iv) If as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred.

Such person, firm or corporate body to be determined by the General Partner being herein referred to as "Prohibited Person". These conditions are not applicable to the General Partner and to the Managers of the General Partner.

13.2 For such purposes, the General Partner is entitled to:

(i) Decline to issue any Investor Shares and decline to register any transfer of Shares where it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the Investor Shares to a Prohibited Person or a US Person; and/or

(ii) At any time, require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders to furnish with any information, supported by affidavit, which the General Partner may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person or a US Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person or a US Person; and/or

(iii) Decline to accept the vote of any Prohibited Person or a US Person at any meeting of shareholders of the Company; and/or

(iv) Where it appears to the General Partner that any Prohibited Person or a US Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such shareholder to sell his/her/its Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction of the General Partner, the General Partner may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all Shares held by such Shareholder as soon as possible; and/or

(v) Proceed with the compulsory redemption of all the relevant Investor Shares if it appears that a person who is not authorized to hold such Investor Shares, either alone or together with other persons, is the owner of Investor Shares, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the Investor Shares, if it appears to the Company that one or several persons is or are an owner or owners of a proportion of the Investor Shares in such a manner that this may be detrimental to the Company. In such a case, the General Partner shall send a notice (the "Redemption Notice") to the relevant investor possessing the Shares to be redeemed; the Redemption Notice shall specify the Shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The Redemption Notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his/her/its last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the Shares to be redeemed specified in the Redemption Notice. From the closing of the offices on the day specified in the Redemption Notice, the investor shall cease to be the owner of the Shares specified in the Redemption Notice and the certificates representing these Shares shall be rendered null and void in the books of the Company. The price at which the Shares specified in the Redemption Notice shall be redeemed (the "Redemption Price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the Redemption Price will be made to the owner of such Shares in the Reference Currency of the relevant Class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates, if issued, representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such Redemption Price as aforesaid, no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith. The General Partner retains the right

to offer only one Class for subscription in any particular jurisdiction in order to conform to local law, custom, business practice or the General Partner's commercial objectives.

Art. 14. Conversion of shares.

14.1 Unless otherwise determined in the Appendix of the Issuing Document and only to the extent granted by the General Partner, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Investor Shares of one Class into Investor Shares of another Class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as determined by the General Partner from time to time in the relevant Appendix of the Issuing Document. The price for the conversion of Investor Shares from one Class into another class shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two (2) Classes of Investor Shares, calculated on the same Valuation Day not taking into account the conversion fee, if any.

14.2 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Investor Shares held by any Shareholder in any Class of Investor Shares would fall below the minimum investment set out in the relevant Appendix, the General Partner may refuse on a discretionary basis to convert the Investor Shares from one Class to another Class.

14.3 The Investor Shares which have been converted into Investor Shares of another Class or/and of another Sub-Fund shall be cancelled on the relevant Subscription Day.

14.4 A conversion fee, if any, may result from the conversion of Investor Shares from a Class to another and/or from a Sub-Fund to another, as further described in the relevant Appendix of the Issuing Document.

Art. 15. Liability of the shareholders.

15.1 The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities, which cannot be met out of the assets of the Company.

15.2 The holders of Investor Shares and Participating Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their investment, contribution and commitment in one or more Sub-Funds of the Company.

Art. 16. Net asset value.

16.1 The Net Asset Value per Share of each Class shall be calculated by the Administrative Agent under the ultimate responsibility of the General Partner with respect to each Valuation Day in accordance with Luxembourg law.

16.2 The Net Asset Value of each Sub-Fund will be provided in the Reference Currency. The Net Asset Value of each Class will be provided in the currency in which such Class is denominated.

16.3 The Net Asset Value per Investor Share is the Net Asset Value that can be properly allocated to the relevant Class divided by the number of Investor Shares of the relevant Class outstanding as of the relevant Valuation Day. The Net Asset Value will be rounded to four (4) decimal places.

16.4 The Issue Price and the Redemption Price of the different Classes may differ as a result of the differing fee structure and/or distribution policy applicable to each Class.

16.5 The total net assets of the Company will be equal to the difference between the gross assets and the liabilities of the Company based on consolidated accounts prepared in accordance with the relevant principles-based set of standards which form part of IFRS or GAAP, provided that the equity or liability interests attributable to Shareholders derived from these financial statements will be adjusted to take into account the fair (i.e. discounted) value of deferred tax liabilities (calculated on an undiscounted basis) as determined by the General Partner in accordance with its internal rules.

16.6 The valuation of the Net Asset Value of the different Classes of Shares shall be made in the manner described in the Issuing Document.

Art. 17. Suspension of calculation of the net asset value.

17.1 The General Partner may suspend, with respect to one or several Sub-Fund(s), the determination of the Net Asset Value in the following cases:

- When the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;
- When the information or calculation sources normally used to determine the value of assets are unavailable, or if the value of an investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;
- When exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates;
- During the existence of any political, economic, military or monetary state of affairs including (without limitation) delays in settlement or registration of securities transactions, which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company or any Sub-Fund(s) would be impracticable or would materially prejudice to the interests of the holders of Shares or would, in the opinion of the General Partner, prevent a fair price for the assets of the Company being calculated;

- During any period when the Company is unable to repatriate monies for the purposes of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of monies involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on the redemption of such Shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal prices or normal rates of exchange, or is rendered impracticable;

- During any period when the General Partner in their sole discretion determine that it is undesirable or impracticable for the Company to value some or all of its assets or when the General Partner determine in good faith that such suspension or extension is in the best interests of the Company;

- During any period when the Company is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of Shareholders at which a resolution to liquidate the Company (or one of its Sub-Funds) is proposed;

- When, for any other reason, the prices of any significant investment cannot be promptly or accurately ascertained;

- When the Company is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction.

17.2 The suspension of the calculation of the Net Asset Value and/or, where applicable, of the subscription, redemption of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

17.3 Any application for subscription, redemption or conversion of Shares shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value of the Shares to be subscribed, redeemed or converted in a specific Class and/or Sub-Fund and, in such event, a withdrawal will only be effective if written notification by letter or by fax is received by the Administrative Agent before termination of the period of suspension, failing which subscription, redemption applications not withdrawn will be processed on the first Subscription Day and/or Redemption Day (as applicable) following the end of the suspension period, on the basis of the Net Asset Value per Share applicable to such Subscription Day and/or Redemption Day (as applicable).

17.4 Any such suspension of (i) dealings or (ii) the determination of the Net Asset Value shall be publicised, if appropriate, by the Company and shall take effect at such time as the General Partner shall declare and thereafter, there shall be no issues or redemptions or conversions or, where relevant and as the case may be, determination of Net Asset Value until the General Partner shall declare any such suspension to be at an end. The Company may postpone payment of redemption proceeds to persons whose Shares have been redeemed prior to such suspension until after the suspension is lifted. Notice of any suspension will be given without delay to any Shareholder tendering his/her/its Shares for redemption or who has tendered Shares for redemption and to whom full payment of the proceeds has yet to be remitted.

Chapter III - Administration and Management of the Company

Art. 18. General partner.

18.1 The Company shall be managed by "Energy Ventures Investments S.A" in its capacity as general partner of the Company (associé gérant commandite), a company incorporated under the laws of Luxembourg (the "General Partner"), and sole holder of the Management Share of the Company.

18.2 The General Partner is managed by a board of no less than three (3) Managers, whose names appear in the Issuing Document (it being understood that the number of Managers and their names as indicated in the Issuing Document may vary in accordance with the provisions of the 1915 Law and the conditions set forth in the Issuing Document and the articles of incorporation of the General Partner).

18.3 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who needs not be a Shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amending the Articles, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

18.4 Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 19. Powers of the general partner.

19.1 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the object of the Company. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

19.2 The General Partner has responsibility for managing the Company in accordance with the Issuing Document and these Articles, Luxembourg law and other relevant legal requirements. The General Partner is responsible for implementing the investment policy and strategies of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, subject to the risk diversification rules and investment restrictions set out in the Issuing Document, in compliance with applicable laws and regulations. The General Partner is also responsible for selecting the Depositary, the Administrative Agent, the paying agent, the Registrar and Transfer Agent, the Investment Advisor and other such agents as are appropriate. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company. The General Partner may, at any time and in its discretion, decide to create additional Sub-Funds whose

investment objectives and policies, risk profile, duration (including limited duration), exit strategies, investment conditions or other features may differ from those of the Sub-Funds then existing and, in such cases, the Issuing Document will be updated accordingly. Further, the General Partner may authorise new Classes of Shares from time to time to be included in the existing Sub-Funds or any additional Sub-Fund.

19.3 The General Partner shall have namely the specific powers provided for in the articles of incorporation of the Company.

Art. 20. Corporate signature.

20.1 Toward third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner represented by its legal representatives or any other person to whom such power has been delegated by the General Partner.

20.2 No Limited Shareholder shall represent the Company.

Art. 21. Removal of the general partner.

21.1 The removal of the General Partner, solely on the grounds mentioned below, will follow a three steps procedure as described below either for a For Cause Removal (as defined in article 21.2 below) or for a Without Cause Removal (as defined in article 21.4 below).

21.2 The General Partner may be removed at anytime from its duties as general partner of the Company (a "For Cause Removal") upon the affirmative vote of a majority in interest of Limited Shareholders within ninety (90) calendar days after the occurrence of any of the following:

(i) The General Partner, the Investment Advisor or any of their directors or portfolio managers shall have been convicted of a crime involving fraud and/or financial dishonesty following a decision rendered by any court and benefiting from the exequatur in the Grand Duchy of Luxembourg;

(ii) The General Partner or the Investment Advisor has become the subject of a final judicial order or proceeding, whether voluntary or involuntary, under any bankruptcy or insolvency law, or is otherwise barred, on a permanent basis, from engaging in fund management business; and/or

(iii) Any material and serious breach of the Articles, material gross negligence, or fraud duly recognized in a valid and final decision rendered by a competent court.

21.3 The General Partner shall have an affirmative obligation to provide the Limited Shareholders with prompt written notice of any events described in items (i) to (iii) above which give rise to the right to remove the General Partner. Such general meeting of the Shareholders may be held at any time and called by the General Partner upon the request of Shareholders representing at least 10% of the share capital of the Company. Decisions shall be validly passed without the concurrence of the General Partner.

21.4 The General Partner may be removed as general partner of the Company without cause (a "Without Cause Removal") upon the affirmative vote of at least ninety percent (90%) of the votes validly cast by the Limited Shareholders present or represented and a quorum of seventy-five percent (75%) of the share capital without the concurrence of the General Partner.

21.5 Such general meeting of the Shareholders may be held at any time and called by the General Partner upon the request of Shareholders representing at least 10% of the share capital of the Company. Decisions shall be validly passed without the concurrence of the General Partner.

21.6 For a For Cause Removal, the exiting General Partner shall be required to transfer its Management Share at nominal value to any new general partner within ten (10) calendar days of being requested to do so.

21.7 For a Without Cause Removal, the exiting General Partner shall be required to transfer its Management Share at par value to any new general partner within ten (10) calendar days of being requested to do so.

21.8 After this ten (10) calendar days period, the final removal of the General Partner, solely on the grounds mentioned above, shall be approved during a extraordinary general meeting of the Shareholders by a majority of two thirds (2/3) of the votes cast of the Limited Shareholders representing at least a quorum of 50% of the share capital, in front of a Luxembourg notary, which decision shall be effective immediately (the "Final Removal"). Such general meeting of the Shareholders may be held at any time and must be called by the General Partner upon the request of Shareholders representing at least 10% of the share capital of the Company. Decisions shall be validly passed without the concurrence of the General Partner.

Art. 22. Delegation of investment management activities.

22.1 In the case whereas the CSSF requires the General Partner to fully comply with the AIFM directive (Alternative Investment Fund Manager Directive) and being organized as an AIFM, the General Partner could delegate, at its full discretion, the investment management activities to a regulated investment management company.

22.2 The investment management company will perform independently its investment management activities under an investment management contract signed by both parties.

22.3 Under this framework, the General Partner will act as an advisor to the appointed Investment manager and provide him with investment guidelines and recommendations.

22.4 Notwithstanding the delegation of investment management activities, the General partner remains fully responsible for all investment decisions implemented by the Investment manager.

Art. 23. Conflict of interest.

23.1 The Company is organized and structured to minimize the risk of investors' interests being prejudiced by conflict of interest arising between the Company and, where applicable, any person contributing to its business activity or any person linked directly or indirectly to the Company. However, potential conflicts of interest may exist in the structure and operation of the Company's business. In such a case, the Company shall ensure that Investors' interests are safeguarded and will at all times comply with the applicable Luxembourg Law and the terms and conditions of the Issuing Document.

23.2 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors and/or managers and/or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

23.3 Any director, manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 24. Indemnification.

24.1 The General Partner and each member, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the Investment Advisor and/or the Investment Manager and its affiliates or of the General Partner or members of committees created by the latter ("Indemnified Persons") may be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law and in accordance with the terms of the Issuing Document by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner, with willful misconduct, fraudulently or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of related agreements.

24.2 Advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (i) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (ii) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (iii) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

24.3 The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the General Partner and each member, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter IV - General meetings

Art. 25. General meetings of the company.

25.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles or by the law. In accordance with article 111 of the 1915 Law, no decision of the general meeting of Shareholders will be validly taken without the prior approval of the General Partner.

25.2 The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Company in Luxembourg on the first Business Day of June each year at 3.00 p.m. (Luxembourg time). The annual general meeting may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

25.3 The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders. Such meetings must be convened if Shareholders representing ten percent (10%) of the Company's share capital so require. Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

25.4 Notices of a general meeting and other notices will be given in accordance with Luxembourg law. Notices will specify the place and time of the meetings, the conditions of admission, the agenda, the quorum and the voting requirements and will be given at least eight (8) calendar days prior to the meetings. If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

25.5 Each Share entitles the holder thereof to one (1) vote. Fractions of Shares do not give their holders any voting right. Unless otherwise provided by law or by the Articles, all resolutions of the annual or ordinary general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes of the Shareholders present or represented, regardless of the

proportion of the capital represented but it being understood that any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

25.6 Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy (who need not to be a Shareholder).

25.7 The general meeting of the Shareholders shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the general meeting of the Shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of the Shareholders shall elect a scrutineer to be chosen from the Shareholders present. They together form the office of the general meeting of the Shareholders.

25.8 The use of video-conferencing equipment and conference call initiated from Luxembourg shall be allowed provided that each participating Shareholder is able to hear and to be heard by all other participating Shareholders whether or not using this technology, and each participating Shareholder shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video or by telephone.

25.9 The minutes of the general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer. Copies or excerpts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

25.10 Save as otherwise provided in these Articles, the requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the 1915 Law.

25.11 Save as otherwise provided in these Articles, any resolution of a meeting of Shareholders to the effect of amending these Articles must be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) percent of the Shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

25.12 In accordance with article 68 of 1915 Law, any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of Shares of any Class vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Class or Classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Class or Classes. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Class or Classes concerned.

25.13 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the general meeting of the Shareholders may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each Shareholder. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 26. General meetings of class(es) of shares.

26.1 The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Funds.

26.2 The Shareholders of any Class in respect of any Class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class. Article 24 applies to such meetings unless the context requires otherwise.

Chapter V - Annual accounts

Art. 27. Financial year.

27.1 The financial year of the Company begins on the first day of January each year and ends on the last day of December of the year, except for the first financial year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2013.

27.2 The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 28. Auditor.

28.1 The accounting data set out in the annual report of the Company shall be examined by one (1) authorised independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

28.2 The authorised independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 29. Distributions.

29.1 Except as otherwise provided in the Issuing Document or these Articles, all proceeds received by the Company shall be distributed as soon as practical but no less than on a quarterly basis and if the net assets of the Company do not fall below the minimum set forth by law, i.e. EUR 1,250,000, as further detailed in the relevant Appendix to the Issuing Document.

29.2 For any Class of Shares entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law and these Articles, as well as by the redemption of Shares or the allocation of the Company's liquidation proceeds, as the case may be.

29.3 Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

29.4 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

29.5 Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Class or Classes of Shares issued by the Company.

29.6 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VI - Depositary

Art. 30. Depositary.

30.1 To the extent required by the 2007 Law, the Company shall enter into a custodian agreement with a banking or savings institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

30.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

30.3 If the Depositary desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor depositary and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Chapter VII - Winding-up - Liquidation

Art. 31. Winding-up - Liquidation.

31.1 The dissolution of the Company will be decided in compliance with the 2007 Law and the 1915 Law.

31.2 Unless otherwise provided by law and the Articles, the Company may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company adopted by the General Partner and by a 80% majority of the votes validly cast by the Shareholders present or represented at such meeting with a 80% quorum requirement. If such quorum requirement is not met at the first meeting called, then, resolutions shall be passed under the same voting requirements with no quorum requirement for the second meeting called.

31.3 In particular, the General Partner shall submit to the general meeting of the Shareholders the dissolution of the Company when all investments of the Company have been disposed of or liquidated.

31.4 Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the subscribed capital increased by the share premium, if any, indicated in article 5 of the Articles, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes, which for the avoidance of doubt shall not include abstention, nil vote and blank ballot paper.

31.5 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the subscribed capital increased by the share premium, if any, falls below one-fourth (1/4) of the subscribed capital increased by the share premium, if any, set by article 5 of the Articles; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth (1/4) of the shares represented and validly cast at the meeting.

31.6 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) calendar days from ascertainment that the subscribed capital increased by the share premium, if any, have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be, or they have fallen below the amount as indicated in the 2007 Law.

31.7 Liquidation shall be carried out by one (1) or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

31.8 Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to Shareholders in proportion to their rights.

31.9 At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the Shareholders after a period of nine months will be paid into the caisse de consignations, which keeps them available for the benefit of the relevant Shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 32. Dissolution of Sub-Funds.

32.1 In the event that, for any reason whatsoever the value of the net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased below such an amount considered by the General Partner as the minimum level under which the Class and/or the Sub-Fund may no longer operate in an economic efficient way, or in the event that a significant change in the economic or political situation impacting such Class and/or Sub-Fund should have negative consequences on the investment of such Class and/or Sub-Fund, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant Class or Classes issued in such Sub-Fund. Such redemption will be made at the Net Asset Value applicable on the day on which all assets attributable to such Sub-Fund have been realised. The decision of the General Partner will be published (either in newspapers to be determined by the General Partner or by

way of a notice sent to the Shareholders at their addresses indicated in the Register) prior to the effective date of the compulsory redemption and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of the compulsory redemption operations.

32.2 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the Shareholders of any one (1) or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such Shareholders, upon proposal from the General Partner, redeem all the Shares of the relevant Class or Classes and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the validly cast votes.

32.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary for a period of nine (9) months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the "Caisse de Consignations" on behalf of the persons entitled thereto.

32.4 All redeemed Shares shall be cancelled.

32.5 The liquidation procedure will be verified by the auditor of the Company as part of its audit of the annual report. The annual report must refer to the liquidation decision and describe the progress of the liquidation.

Chapter VIII - General provisions

Art. 33. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 34. Severability. The invalidity, illegality or unenforceability of any provisions of the Articles shall not affect the validity of these Articles. However, the invalid, illegal or unenforceable provision(s) will be replaced by valid, legal and enforceable similar provision(s) which best reflect the Shareholders' intention.

Art. 35. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Art. 36. Amendments to the articles of incorporation.

36.1 The Articles may only be amended by a general meeting of Shareholders if the quorum and majority requirements provided by the 1915 Law are met. For the avoidance of doubt, such quorum and majority requirements shall be as follows: fifty percent (50%) of the Shares issued must be present or represented at the general meeting and a super-majority of two thirds (2/3) of the votes cast is required to adopt a resolution with the consent of the General Partner. In the event that the quorum is not reached, the general meeting must be adjourned and re-convened. There is no quorum requirement for the second meeting but the majority requirement remains unchanged.

36.2 Each amendment to the Articles of the Company entailing a variation of rights of a Class must be approved, in addition, by an additional resolution of the holders of Shares of the relevant Class(es) concerned, subject to the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Law.

Subscription and payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares
Energy Ventures Investments S.A	1 Management Share
GM Energy SA	30 Investor Shares

Upon incorporation, the Shares were fully paid-up, so that the amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of formation of the Company and shall end on the 31 December 2013.
The first annual general meeting of Shareholders shall be held in 2014.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at approximately two thousand six hundred euros (EUR 2,600).

First extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the Shareholders have resolved that:

1) The registered office of the Company shall be at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The independent auditor for the Company shall be:

Mazars Luxembourg S.A., with its registered office at 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. R.C.S. Luxembourg B 159.962. The term of office of the auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders approving the annual accounts as of 31 December 2017.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the 2007 Law.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the notary the present deed.

Signé: Minguet, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46048. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Référence de publication: 2013153044/973.

(130187143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Delta AK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 123.626.

L'an deux mille treize, le onze septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

HOLDING AKEMIS S.à r.l., société à responsabilité limitée avec siège social à L-1528 Luxembourg, 2, Boulevard de la Foire, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 123.447, ici représentée par son gérant unique en fonction Monsieur Aymeric KEMPF, gérant de sociétés, demeurant professionnellement à L-5855 Hesperange, 8, Rue Jos Sunnen.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "Delta AK S.à r.l.", ayant son siège social à L-5855 Hesperange, 8, rue Jos Sunnen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 123.626, a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 3 janvier 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 409 du 20 mars 2007, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 28 janvier 2009, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 550 du 13 mars 2009.

- Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR) chacune, entièrement libérées.

- Que la comparante est la seule et unique associée de ladite société et qu'elle s'est réunie en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer l'adresse du siège social avec effet au 1^{er} juillet 2013, vers L-1528 Luxembourg, 2, Boulevard de la Foire et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. (1^{er} alinéa).** Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg."

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer le deuxième et le troisième alinéa de l'article 6 des statuts.

Troisième résolution

L'assemblée générale constate que l'adresse de:

- l'associée unique HOLDING AKEMIS S.à r.l. est actuellement L-1528 Luxembourg, 2, Boulevard de la Foire,

- du gérant Monsieur Aymeric KEMPF est actuellement: L-5855 Hesperange, 8, Rue Jos Sunnen,

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 850,- EURs.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Aymeric KEMPF, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 septembre 2013. Relation GRE/2013/3748. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013138489/44.

(130168898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

OASIS - SHADRIN Group s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4645 Niederkorn, 40, route de Pétange.

R.C.S. Luxembourg B 180.445.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le six septembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur Olivier SCHIMPF, indépendant, né à Soultz-sous-Forêts (France) le 27 mai 1970, demeurant à F-67250 Soultz-sous-Forêts, 17, rue du Maire Geiger.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il va constituer.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "OASIS - SHADRIN Group s.à r.l.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Niedercorn.

Il pourra eue transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet:

- la production, la vente, l'importation et l'exportation d'aliments, d'accessoires et de tous types de matériel pour animaux ainsi que la mise en relation de producteurs et de vendeurs d'aliments, d'accessoires et de tous types de matériel pour animaux;

- la vente de produits d'alimentation, d'accessoires et de matériel pour animaux via internet;

- les négociations commerciales, l'importation et l'exportation de matières premières d'aliments pour animaux;

- la création et l'élaboration de sites internet;

- la consultance et le conseil en gestion d'entreprises.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

Elle pourra effectuer toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à quatre-vingt-sept mille euros 87.000.-), représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de quatre-vingt-sept euros (€ 87.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société. Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 17. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et Libération

Les mille (1.000) parts sociales sont toutes souscrites par Monsieur Olivier SCHIMPF, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par l'apport en nature d'une marque communautaire dénommée «NATYKA», déposée sous le numéro 011614534 auprès de l'Office de l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI) Marques, Dessins et Modèles, Département des Marques à E-03008 Alicante, 4, Avenida de Europa.

Preuve que Monsieur Olivier SCHIMPF est propriétaire de la prédite marque communautaire a été donnée au notaire instrumentant par la présentation d'un extrait du registre des marques du prédit Office. Il a été en outre justifié au notaire instrumentant de la valeur dudit apport par la copie d'un courrier adressé le 16 mai 2013 à Monsieur Olivier SCHIMPF par la société «DIBAQ a.s.» à 564 01 Zamberk (République Tchèque), Helvikovice 90, distributrice de la susdite marque et par une attestation établie par Madame Christiane KUMMER-THILL, expert-comptable, demeurant à L-3340 Huncherange, 25, route d'Esch,

lesquels extrait, copie et attestation, après avoir été signés «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, demeureront annexés aux présentes pour être formalisés avec elles.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille trois cents euros (€ 1.300.-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant ci-avant désigné, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Monsieur Olivier SCHIMPF, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.
- 2) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.
- 3) Le siège social est fixé à L-4546 Niedercorn, 40, route de Pétange.

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et agir pour son propre compte et certifie que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: SCHIMPF, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 13 septembre 2013. Relation: CAP/2013/3482. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 17 septembre 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013137538/134.

(130167326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Blackstone Perpetual Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.039.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 16. September 2013.

Für gleichlautende Abschrift

Für die Gesellschaft

Maître Carlo WERSANDT

Notar

Référence de publication: 2013138399/14.

(130168617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

BRE/German Hotel Holding I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 114.685.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138421/9.

(130168830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

BRE/Hamburg I Hotel S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 114.687.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138422/9.

(130168809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Colt Lux Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.025.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 116.041.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de Colt Lux Finance S.à r.l. (la "Société"), que Madame Clare Gaughan a démissionné de ses fonctions de membre du conseil de gérance de la Société avec effet au 24 septembre 2013 et que Madame Victoria Bénis, citoyenne française résidant professionnellement K2 Building, Forte 1, 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, a été nommée membre du conseil de gérance de la Société avec effet au 24 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Pour la société Colt Lux Holding S.à r.l.

Victoria Bénis

Référence de publication: 2013138326/16.

(130168205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Batina, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-3784 Tétange, 12, rue de Rumelange.

R.C.S. Luxembourg B 157.296.

L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée BATINA, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés - Greffe du Tribunal d'Instance de Thionville (5753) en France, sous le numéro d'immatriculation: 501 804 041,

prend la décision de modifier l'activité de la succursale comme suit:

- Les prestations et travaux de construction, de rénovation et de travaux publics;
- la réalisation de gros oeuvres et la démolition de bâtiments et immeubles;
- l'agencement immobilier et la promotion immobilière ainsi que l'achat et la vente d'immeubles neufs et anciens;
- travaux de finitions, de peintures et la décoration immobilière;
- l'installation sanitaire et les travaux de plomberie;
- les travaux de réalisation de zinguerie, charpente, couverture et toiture.

Fait à TETANGE, le 30 septembre 2013.

C. DERGUIANI

Gérant

Référence de publication: 2013138406/19.

(130168685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.
